

Politique | Aquitaine et Euskadi: un front commun pour la LGV



Une délégation aquitaine avec Alain Rousset et Bernard Uthurry, vice-Président en charge des infrastructures à sa tête, s'est rendue ce 13 mars en pays basque espagnol pour la tenue de la première assemblée de l'Eurorégion Aquitaine/Euskadi, depuis l'élection du nouveau gouvernement basque dirigé par Inigo Urkullu. L'occasion pour les deux collectivités de réaffirmer leur volonté claire d'«une interconnexion dans les meilleurs délais possibles» entre la LGV basque espagnole en cours de chantier, et le TGV français. Une détermination mise par écrit dans une déclaration commune à l'intention des Etats français et espagnol.

Personnalités européennes et basques n'y vont pas par quatre chemins. L'interconnexion entre la LGV basque (le fameux «Y basque» reliant par la LGV Vitoria, Irun et Bilbao) en cours de travaux et le projet GPSO doit non seulement se faire, mais si possible avec rapidité. Deux arguments principaux pour Alain Rousset et Inigo Urkullu : la dimension européenne de cette ligne, qui relie l'Espagne par la côte atlantique au reste de l'Europe et l'enjeu qu'elle représente en terme de mobilité durable et plus particulièrement sur le report modal des marchandises.

Sur la dimension européenne le chef de gouvernement basque, et sa Ministre de l'environnement et de la politique territoriale, Ana Oregi, ne cessent de le répéter et de le faire valoir auprès du gouvernement espagnol, «cette infrastructure a été définie comme prioritaire dans le cadre des Réseaux Transeuropéens de Transport». Mais voilà, en période de crise, les difficultés financières sont tout aussi vraies en deçà des Pyrénées qu'au-delà.

Mauvaise nouvelle pour les autorités basques Alors que la France, à travers l'installation de la Commission 21, a choisi de prioriser la construction des nombreux projets d'infrastructures, le gouvernement espagnol a quant à lui décidé de diminuer de manière importante son investissement dans deux parties sur trois du tracé du Y basque. Dans le tronçon pris en charge par le gouvernement basque (sur province de Guipuzcoa), la délégation aquitaine a pu constater par une visite de chantier à Beasain que les travaux avancent. Prêt de 80% de ce tracé entre Bergarra et Irun est actuellement en construction ou terminé.

Mais ce sont sur les deux autres 2 autres branches du Y (une allant vers Vitoria l'autre vers Bilbao) que le gouvernement espagnol, jusque-là à la manœuvre, a annoncé un retrait important de ses investissements à hauteur de 40%. Une mauvaise nouvelle pour les autorités basques qui s'inquiètent du retard que cette décision va nécessairement impliquer sur la réalisation des travaux. En réaction, le Gouvernement Basque a donc demandé de prendre en charge ces travaux, tout comme il le fait sur le tracé de Guipuzcoa. Pour l'instant sans réponse du Gouvernement espagnol, la déclaration prise par l'Assemblée de l'Eurorégion a donc pour objectif de faire accélérer les choses. Le projet total de la réalisation du

Y basque, qui ne verra pas le jour avant 2018, est estimé pour ses 180 km de LGV à 5 Mds€.



Mobilisation vigoureuse à Paris Côté français, si Alain Rousset reconnaît que si «on n'est pas à une année près», il espère bel et bien que le dossier GPSO, reliant Bordeaux vers l'Espagne ressortira «premier sur la pile des dossiers de la Commission 21». Outre la déclaration adoptée ce mercredi, les représentants aquitains l'assurent, la mobilisation à Paris est vigoureuse pour obtenir la reconnaissance du caractère prioritaire de ce chantier LGV Bordeaux-Espagne.

Plusieurs arguments sont mis en avant : «La situation de la France est dramatique en matière de report modal des marchandises. Seul 2,5% de nos marchandises sont sur des trains, il faut créer des sillons pour ça» insiste le Président de Région, tout en rappelant «les gains de temps incroyables» que cette liaison France Espagne permettrait. «Moins de 2 heures entre Bordeaux et Bilbao, et environ 4 heures pour rejoindre Madrid depuis Bordeaux, un trajet qui prend aujourd'hui plus de 10h» Enfin troisième dimension défendue par Alain Rousset : la mise en place d'un transport de proximité entre San Sebastian et Bayonne.

Pour autant, si la Commission 21 reconnaît le caractère prioritaire de la LGV, ce ne sont pas moins de 12 Mds d'euros qu'il faudra parvenir à mettre sur la table pour une réalisation à 10 ou 15 ans...



Solène Meric

Crédit Photo : Aqui.fr
Publié sur aqui.fr le 14/03/2013
[Url de cet article](#)